

J.A. Lausanne Dernain 43 public

Une leçon de style

Plusieurs d'entre nous ont suivi de près les élections communales vaudoises ; nous ne l'apprenons pas à nos lecteurs. Mais nous leur ferons grâce de nos histoires de villages et de clochers.

Après Neuchâtel et Genève, Vaud renseigne sur la situation suisse. Certes, ceux qui font de la micro-analyse politique peuvent chercher les causes locales d'une variante ou d'un écart à la moyenne ; mais dans l'ensemble, tous les résultats concordent. Ça plaque.

Ainsi la majorité des commentateurs ont relevé le succès dans plusieurs bourgs des formations indépendantes animées par des Vigilants à la vaudoise assez inoffensifs qui n'avaient pas la prétention d'être princes dans Genève, mais bourgeois dans leur bonne ville. On le sait désormais : une opposition de droite, si elle s'organisait, si elle était décidée à exploiter la démagogie antifiscale, anti-étatique, antipoliticiens pourris, pourrait, au nom des coups de balai à donner, sans peine, entraîner plus du 10 % du corps électoral. Que la situation économique devienne plus difficile, et l'aventure sera tentée ; l'épreuve pourrait être rude pour les partis de la droite classique, s'ils veulent résister à la vague et ne pas disputer cette clientèle-là en surenchérissant sur le même ton.

Autre concordance romande, la poussée à gauche. Les mêmes commentateurs ont dit : mécontentement. Faisons la part de l'imagerie facile : l'homme heureux vote radical et n'a qu'une chemise ; l'homme de gauche digère mal ; les pilules Carter combattent la révolution, etc. Cette part étant faite, quels sont donc ces malheureux mécontents ?

Propos de bistrots

Nous en avons entendu des conversations de coin de table ! Pas de hausses d'impôts, baissez les impôts, les impôts progressent à froid, le contribuable s'essouffle. Propos courants tenus, il est vrai, à la saison des bordereaux. Ne moralisez pas ces protestataires ; votre catéchisme civique : et si on ne payait pas d'impôts, avec quoi il paverait les routes, l'Etat ? a toutes les chances d'être incompris.

Quand le loyer, la nourriture, la T.V. et la voiture sont payés, l'impôt de surcroît devient une charge intolérable. Le consommateur mis en condition par la publicité vit, au niveau individuel, les contradictions de l'Etat qui laisse vendre les voitures avant de savoir sur quelles routes elles circuleront. Il éprouve, à titre personnel, les difficultés d'une société d'abondance devant assurer le financement des besoins collectifs.

Toujours les mêmes chiffres

Ces contradictions traditionnelles entre la consommation privée et le prélèvement fiscal devraient, en Suisse, être ressenties plus faiblement qu'ailleurs. Nous nous excusons d'avoir à le répéter : la charge fiscale est, chez nous, plus légère que dans tous les autres pays de même niveau de vie. Les chiffres que nous avons déjà donnés ont été remis à jour en fonction des comptes nationaux de 1964. La presse économique les a publiés. A notre tour, encore : le produit social brut a été en 1964 de 55,35 milliards. La même année, les recettes totales de la Confédération, cantons et communes, se sont élevées à 9,11 milliards. La charge fiscale représente :

Suisse :	16,4 %	du produit social brut
Italie :	21,6 %	» » »
France :	22,6 %	» » »
Etats-Unis :	22,9 %	» » »
Suède :	29,8 %	» » »

Or, pour assurer notre développement (écoles, hôpitaux, routes, on connaît le programme...), nous avons à rejoindre la moyenne européenne, au minimum.

Pour l'instant, les conditions politiques ne sont pas réunies.

Mais c'est d'abord une question de style.

Schaffner ou Mendès-France ?

Dès nos premiers numéros, nous avons combattu la politique économique du Conseil fédéral. Nous la trouvons unilatérale, et nous lui reprochions de ne pas dire son nom. Quand les arrêtés furent promulgués, dans D. P., mars 1964, nous écrivions : « Vouloir la hausse du coût de la vie pour combattre l'inflation, ce n'est pas un paradoxe, c'est la logique d'une politique de droite. » En mars 1965, M. Schaffner, et ce propos n'a pas passé inaperçu, donnait ce commentaire : « En réduisant le pouvoir d'achat du consommateur, la hausse des prix... contribue à la lutte contre l'inflation. »

Faire une politique de droite, c'est un choix. On peut l'approuver ou s'opposer. Mais baptiser « lutte contre le renchérissement » des mesures qui devaient dans des secteurs importants, contribuer au renchérissement, ce n'était plus une politique, mais une tromperie.

Le peuple, précisément parce qu'il ignore tout des mécanismes économiques, avait retenu cette idée simple : stop à la vie chère. Aujourd'hui, il se voit berné. Et la déception politique est plus importante que la diminution du pouvoir d'achat.

On nous dira que ce fut habile. Grâce à cette astuce, le peuple a, ce printemps, plébiscité le Conseil fédéral. C'est vrai, mais ce ne fut qu'une habileté à court terme.

Un homme politique gagne en fin de compte à oser dire durement des vérités peu agréables. Le crédit dont jouit aujourd'hui encore Mendès-France repose avant tout sur le souvenir de sa manière brutale, directe, franche.

En Suisse, ce n'est pas le langage de nos gouvernants ; ils n'osent heurter de front les privilégiés.

Homogénéité

Parfois, l'on entend comme une parodie. Homogénéité, gouvernement fort capable d'affronter, etc. Souvent professées à la veille des élections (Vaud, Genève), ces formules n'ont guère eu de lendemains ; des mots, qui ne débouchaient sur rien.

Or ce n'est pas seulement le style qui doit changer ; mais nos structures.

Le problème ne se pose pas, de manière partisane, en termes de gauche-droite. Plusieurs fois nous l'avons relevé dans D. P., des réformes qui sont introduites, dans les pays voisins par des gouvernements non-socialistes, apparaîtraient chez nous comme des victoires de la gauche. Cela signifie que la Suisse ne réussit pas à faire ce que, d'un terme approximatif et commode, on peut appeler sa mue « néo-capitaliste ».

Cette mue exigerait un programme minimum auquel pourrait souscrire, comme tâche urgente, aussi bien la droite non conservatrice que la gauche. Il comprendrait quelques points essentiels : l'aménagement du territoire et une nouvelle définition du statut du sol ; une refonte de la fiscalité qui abolirait des privilèges choquants ; la mise en place des instruments d'une planification.

Ce programme minimum, la gauche, dans l'équilibre politique suisse, ne peut pas l'imposer seule. Mais dans les partis du centre et de la droite, où sont les forces capables de faire l'ouverture ?

Pour l'instant, elles ne se révèlent pas. Depuis un certain temps, les journalistes qui suivent la politique fédérale s'en inquiètent ; ils multiplient les avertissements. Incontestablement, l'inquiétude gagne l'ensemble du pays. Mais Berne semble vivre en vase clos.

La Suisse doit faire sa mue de la seconde moitié du XX^e siècle. L'immobilisme ne peut que durcir les positions ; le pays, bloqué par les mécanismes de la démocratie directe, deviendra ingouvernable. Il faudra s'attendre alors à de surprenantes surprises.

Bi-mensuel romand
N° 43 25 novembre 1965

Rédacteur responsable : André Gavillet

Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs

Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro
ont été discutés ou rédigés par :

Henri Galland

André Gavillet

Marx Lévy

Jean-Jacques Leu

Serge Maret

Jacques Morier-Genoud

Christian Ogay

C.-F. Pochon

Le N° 44 sortira de presse le jeudi 16 décembre 1965

Deux critiques romands Jean Starobinski et André Desponds interrogent Quelques thèmes de leur « conversation »

Cherpillod avait rendu compte dans « Domaine public » du livre de Starobinski « L'invention de la liberté ». Maître livre, écrivait-il. Peu après, cet ouvrage valait à son auteur le Prix Rambert, qui, décerné tous les trois ans depuis 1903, a récompensé avec une remarquable sûreté de jugement les meilleurs écrivains romands. André Desponds présenta le rapport du jury. A partir d'un livre fut engagée de la sorte une conversation. Nous sommes heureux de pouvoir reproduire, avec l'autorisation du président du jury du Prix Rambert et des auteurs, quelques thèmes de cette réflexion où l'histoire, la vie sociale et les œuvres d'art du XVIII^e siècle sont soumises aux mêmes questions. Nous avons choisi à bâtons rompus¹.

D. P.

La maison et le jardin

» Au XVIII^e siècle, la maison et le jardin entretiennent parfois un dialogue stylistique où les rôles, dans le temps, sont sujets à s'échanger. La maison baroque établit dans un jardin géométrisé, construit comme une architecture, sa façade ouverte, mouvementée, qui emprunte au monde végétal des allusions ou des éléments décoratifs. Plus avant dans le siècle, le jardin à l'anglaise étale son caprice autour d'une maison dont la façade, selon que l'exige le style néo-classique, est géométrique, volontaire, avare d'ornements. Un changement aussi radical, et qui va jusqu'à l'interversion, est-il dû à la fatigue du goût, qui veut sans cesse de nouveaux stimulants ? L'extension du jardin anglais à des pays continentaux est-elle une manifestation de l'anglomanie qui régnait à l'époque ? Ou l'adoption du jardin à l'anglaise marque-t-elle l'annexion du jardin à l'empire du rococo ? Starobinski nous propose une explication qui, sans contredire aucune de celles que nous suggérons, paraît plus pertinente, et qui est à coup sûr plus intéressante.

» Si le jardin a changé de figure, c'est que l'idée de nature a changé. On a vu d'abord la nature, ou Dieu, comme un demiurge géomètre agissant selon des voies simples : ligne droite, cercle. Ce qui subsiste d'irrégularité et d'asymétrie dans le monde des formes naturelles, c'était la part de ratage due à la résistance de la matière. Dès lors le jardin taillé, géométrisé par la main de l'homme permettait à la nature d'atteindre le degré de perfection dont elle est capable. Dans la suite, pour des raisons où des expériences esthétiques nouvelles ajoutent leurs effets à ceux d'un changement dans la conception du monde, on a vu dans la nature une force créatrice agissant par poussées organiques plutôt que par schémas géométriques. Puissance de variation et d'individuation plutôt que principe de régularité. Voilà qui rendrait compte de la figure nouvelle que prend le jardin, mais non point de l'esprit de la maison et de sa façade. Mais le lien entre ces deux créations antithétiques associées en un syntagme réside dans l'expression de la volonté. Dans la liberté du jardin s'exprime la volonté irrationnelle de la nature ; dans la maison, la volonté de l'homme, qui oppose l'énergie de la construction intelligible et utilitaire à la sourde énergie naturelle. »

A. D.

Dans la même saison de l'Europe, Condorcet et Mozart

« Quoi qu'il en soit de la valeur comparée des témoignages selon qu'on a affaire à la littérature ou aux arts plastiques, celui qui veut lire le XVIII^e siècle comme on lit un livre dans les lignes et entre les lignes, surtout s'il prend pour guide « L'invention de la liberté », découvrira par fragments une histoire dont les effets ne sont pas encore épuisés. Les chrétiens aiment parler du plan de Dieu, qui se réalise dans le monde avec l'aide de l'homme ou malgré lui. Mais dans l'étoffe du XVIII^e siècle on

discerne un motif qu'on est tenté d'appeler le plan de l'homme, et ce plan se réalise dans l'histoire avec l'aide de Dieu ou malgré lui. Le XVIII^e siècle met en question la transcendance. Quand il ne l'exclut pas de ses circuits de pensée, il la met, poliment ou rudement, entre parenthèses. Le coup de chapeau des déistes ne doit pas nous tromper : le Dieu des déistes n'est pas un souverain, il est tout juste un premier ministre sans portefeuille. Le XVIII^e siècle fait de l'homme le sujet immanent de l'histoire et désormais bien des choses sont mortes qui auront de la peine à renaître. Et s'il est éternellement trop tôt ou trop tard pour annoncer que Dieu est mort, Dieu passant beaucoup de son temps dans le regard des hommes, on l'y voit entrer en agonie, cependant que l'homme, avec des gaucheries d'écolier et des fourvoiements de faux dévot, fait l'apprentissage de formes nouvelles de la liberté.

» Tout ne se fait pas d'un seul coup. Rome n'a pas été bâtie ni détruite en un jour. Par le texte comme par l'image, « L'invention de la liberté » nous présente d'admirables spécimens de l'art religieux bavarois, qui est du baroque encore imprégné de christianisme, comme est à la même époque celui de Saint-Gall. A l'heure où Balthasar Neumann construit son église des Vierzehneiligen, Jean-Sébastien Bach écrit sa musique, où la présence de Dieu est aussi réelle qu'aucun objet tangible. Peu importe que Dieu existe ou non, car la présence de Dieu dans une œuvre d'art est l'affaire de l'homme. Mais malgré tout ce qui subsiste de l'ancien état jusqu'au bout du siècle et au delà, petit à petit un décrochement se fait au terme duquel le siècle se trouvera autre qu'à sa naissance. La peinture de Chardin est éminemment compatible, par ce qu'elle a d'incarné, avec ce que le christianisme a produit de plus juste et de plus vrai. Mais elle n'exige pas d'être ramenée à des références chrétiennes. Et l'œuvre de Goya, né au milieu du siècle même si sa carrière déborde

Une tâche sociale urgente :

la création d'ateliers de formation professionnelle pour débilés mentaux

Dans ce journal, nous tentons de rendre à l'information économique sa place. Nous voulons retrouver l'emplacement des centres où se décide le partage des richesses ; qui sont les vrais détenteurs du pouvoir ?

Parfois nous avons regretté que la gauche limite ses revendications à la politique sociale sans pousser plus avant la contestation.

Et pourtant comme il serait absurde au nom de l'économique de mépriser le social ! Ceux qui ricangent du réformisme sont souvent de petits esprits. Obtenir « quelque chose de plus » pour des enfants mal lotis, des invalides, des vieillards, ce n'est pas le but unique de l'action politique, mais souvent c'en est la justification. En ces domaines, avoir fait un pas en avant, ce n'est pas tomber dans le sentimentalisme, la charité, les bonnes œuvres. Si celui qui manipule les mots en « tion » et en « isme », qui jongle avec les chiffres, qui discourt sur le forum, ne peut, une fois au moins, savoir que toute cette activité, cette agitation, se traduit en termes de bonheur immédiat pour des hommes et des enfants qui ont un visage individuel, ce brasseur de verbes et de chiffres n'est alors qu'un politicien stérile.

Aujourd'hui, il est un problème social urgent. Nous aimerions, dans la mesure de nos moyens, faire avancer sa solution.

Des chiffres douloureux

Selon les statistiques publiées par « Pro Infirmis », 4 à 5 % des enfants d'âge scolaire souffrent d'une déficience qui les handicape dans leur développement (ce pourcentage élevé comprend des cas

légers et guérissables ; une définition rigoureuse des enfants réputés arriérés fait apparaître, selon une enquête genevoise, un taux de 0,8 % par classe d'âge). En appliquant au canton de Vaud cette moyenne, il faut évaluer à 2500 le nombre des enfants qui ont besoin d'un enseignement spécialisé.

Or, on ne compte que 39 classes spéciales dans l'ensemble du canton. Elles ont un effectif moyen de 15 élèves. 585 élèves seulement y sont accueillis. Il est donc certain que le dépistage des cas dans les classes primaires, surtout à la campagne, n'est pas assez poussé ; à plus forte raison, chez les enfants d'âge pré-scolaire. Et pourtant le dépistage précoce est essentiel au succès de mesures thérapeutiques. De même, le nombre des classes spéciales est insuffisant.

A Genève, les enfants âgés de 1 à 6 ans représentent le 11,2 % de ceux qui sont signalés au service médico-pédagogique. Mais on s'y propose de pousser plus loin le dépistage et une équipe de dépistage (psychologue, logopédiste, assistante sociale et secrétaire travaillant sous la direction d'un psychiatre) sera chargée d'organiser la détection précoce des arriérations mentales et des psychoses. A Genève encore, pour une population inférieure, on compte 73 classes spéciales fréquentées par 947 enfants. Le retard vaudois est donc évident.

Mais, en restant dans le cadre de ce qui se fait, on découvre des chiffres encore plus navrants.

La formation post-scolaire

Les maisons qui s'occupent de la formation professionnelle des handicapés mentaux sont : Le Repuis

(40 places), Les Fourmis (19), Vie active (15), L'Elan (12). Au total, 86 places. D'autres institutions, comme l'Ecole Pestalozzi et les Mûriers n'accueillent que des enfants d'âge scolaire.

Or, la formation professionnelle intéresse la très grande majorité des enfants déficients. Selon l'Office mondial de la santé, sur 100 débilés mentaux, 75 sont des débilés légers et 20 des débilés moyens. Que leur offre-t-on ?

Résumons : dans le canton de Vaud, sur 2000 enfants déficients, 585 suivent une classe spéciale et, parmi eux, 86 bénéficient d'une formation professionnelle, d'ailleurs souvent très partielle.

Les moyens d'action

Depuis l'entrée en vigueur de l'assurance-invalidité, il existe d'importantes possibilités financières. En application de l'article 16 LAI/5 RAI, les frais de formation professionnelle initiale sont couverts à raison de Fr. 18.— par jour, pendant deux ans ou davantage, sous déduction d'une éventuelle participation des parents aux frais de pension.

Cette aide de l'A.I. qui déploie son efficacité pour les handicapés physiques ne peut se concrétiser suffisamment pour les handicapés mentaux par manque de possibilités d'application. (Signalons toutefois une lacune de l'A.I. : elle ne prévoit pas de prestation lorsque la formation n'est pas complète et assimilable à un apprentissage).

Dans le Cahier III/1965, de l'Association suisse en faveur des arriérés, Madeleine Besson, de l'Ecole d'Echichens, livre les conclusions d'une enquête sur la carrière des anciens de l'Ecole. Elle prouve com-

le XVIII^e siècle

largement sur le siècle suivant, auquel appartiennent ses peintures et ses gravures les plus significatives, l'œuvre de Goya est une des plus chrétiennes de l'époque, une des seules qui n'aient pu naître que dans un monde de valeurs chrétiennes. Mais son centre d'incarnation n'est pas la présence de Dieu ni sa parole. C'est l'absence de Dieu ou son silence. Elle est une litanie de reproches qui s'élève jusqu'au silence de Dieu, la sommation à parler qu'un sourd adresse à un muet.

» Quant à Mozart, plongé dans la vie du siècle jusqu'à chercher dans la franc-maçonnerie une fraternité à la mesure de son besoin de communion, il est chrétien comme aucun musicien ne l'a été davantage, chrétien par la grâce, récepteur et émetteur de grâce. Dans la rumeur de la fête et dans le babil du siècle, son oreille infailible entend les pas du Commandeur. Et dans la même saison de l'Europe où Condorcet, de sa prison qu'il ne quittera que pour monter sur l'échafaud, revendique pour l'homme le pouvoir objectif de prévision et l'aptitude à se perfectionner, Mozart nous rappelle les limites de l'homme. Et le sens de la limite signifie mesure, mais aussi sens du tragique. »

A. D.

Le partage de l'ombre et de la lumière

« Au siècle des lumières, la ligne de partage de l'ombre et de la lumière est d'une admirable justesse. je ne craindrais pas le paradoxe : ce qui m'intéresse dans le siècle des lumières, ce sont ses aspects de nuit contenue, ses démons domptés, mais si souvent affleurants. Dans les œuvres les plus équilibrées — celles de Watteau, de Marivaux, de Mozart —, l'on perçoit de larges nappes sous-jacentes de trouble, de mélancolie, de sentiment noir. A côté de tant d'œuvres qui ne sont que brillantes, les grands chefs-d'œuvres de l'époque brillent aussi, mais en conjurant l'ombre. L'être sensible s'y déploie dans

la pleine évidence d'une lumière miraculeuse, mais il garde des contacts avec une zone confuse et douloureuse, dont il ne cesse pour ainsi jamais d'être dépendant. L'art du XVIII^e siècle réussit une conciliation qui n'a pas toujours été réalisée par les critiques et les philosophes de l'époque. Comment se fait-il que ce siècle optimiste, si convaincu de la bonté de la nature, n'ait cessé de s'interroger sur le mal, d'en sonder l'origine, d'en imaginer et parfois d'en réaliser les formes les plus atroces ? Comment se fait-il que ce siècle d'affranchissement multiplie, de l'abbé Prévost à Piranèse, de Diderot à Goethe, les images des prisons et des cachots ? La folie même, dans cet âge de raison, revendique ses droits dans les têtes les plus raisonnables. Grisé par ses idées, Diderot divague et paraît perdre la conduite de sa pensée. Tandis que Rousseau remonte méthodiquement aux origines et aux grands principes, le flux de la déraison l'envahit et le sépare de ses contemporains. Valmont croit conquérir alors qu'il est conquis. La Révolution s'engloutit dans la Terreur... L'on en viendrait alors à reprocher aux Lumières de n'avoir pas su compter avec l'adversaire intérieur : pour avoir voulu établir le règne exclusif de la raison, les philosophes ont trop rarement su faire la part de la déraison. Ils l'ont niée, au lieu qu'il eût fallu la surmonter en la « comprenant » comme déraison, et en l'intégrant dans le règne d'une raison élargie. Voltaire n'ignorait certes pas que la conduite des hommes est un tissu de folies et de contradictions : l'histoire, loin de lui offrir le spectacle d'un ordre raisonnable, lui semblait plutôt un désordre entrecoupé de brèves rémissions. Inapaisé, révolté, mais à l'abri des accidents du sort, Voltaire n'a cessé de dénoncer l'absurde, de combattre l'arbitraire : sans toutefois donner à la raison humaine des armes dignes d'elle, je veux dire sans s'élever jusqu'à la véritable cohérence de la pensée.

» Il est aisé d'en savoir davantage quand on vient

plus tard : c'est là souvent toute la supériorité de l'historien et du critique. Les insuffisances du rationalisme du XVIII^e siècle ne nous inciteront pas à tourner le dos à la raison : c'est l'occasion de définir un rationalisme plus large. Je reprendrais ici la métaphore du jour, pour évoquer une raison capable de faire un jour supplémentaire et qui ne serait pas incompatible avec la compréhension de la nuit et du nocturne. Une raison à qui rien de déraisonnable ne serait étranger, une raison qui saurait qu'au point où elle atteint sa propre limite le monde et la réalité humaine ne s'arrêtent pas, et se prolongent au delà de ses prises. Une raison qui saurait qu'il est plus raisonnable de ne pas vouloir tout réduire à la raison. Ce que j'essaie de définir, très approximativement, c'est une méthode qui sans renoncer à exiger, au niveau des faits, le maximum d'intelligibilité, saurait dialoguer avec ce qui se refuse à être éclairé. L'exemple du XVIII^e siècle m'est particulièrement précieux, en ce qu'il propose, avec la plus grande netteté, un espace fortement éclairé par la raison et une zone d'obscurité irréductible. La passion qui incite certains écrivains d'aujourd'hui à explorer quelques-uns des aspects monstrueux du XVIII^e siècle (l'œuvre du marquis de Sade notamment) ne serait qu'une régression (au sens psychanalytique du terme), s'il ne s'agissait de récupérer, dans l'ordre de la compréhension, ce qui était littéralement inconcevable pour la raison militante du siècle des lumières. Pour une compréhension qui ne veut rien exclure par principe, il ne saurait être question de donner raison à Sade ; il faut seulement mieux connaître les raisons secrètes d'une telle déraison. »

J. S.

¹ Le texte complet de MM. Desponds et Starobinski sera publié dans la « Feuille centrale de Zofingue », numéro de décembre, et fera l'objet d'un tirage à part ; cette plaquette peut être commandée à M. Olivier Rostan, 30, chemin Bellevue, Lausanne.

bien sont difficiles pour eux les cours d'apprentis et elle termine ainsi :

« Notre vœu le plus cher, c'est de voir se réaliser une Ecole complémentaire professionnelle dans laquelle tous les garçons qui nous quittent pourraient être admis, malgré leur retard et leurs difficultés de caractère... C'est le « Werkjahr », à Zurich, qui se rapproche le plus (à notre connaissance) de l'Ecole que nous souhaitons. Ils pourraient y faire pendant un ou deux ans un pré-apprentissage. Elle serait une transition entre la scolarité et l'apprentissage de métier. »

Le plus urgent

De nombreux pays, à notre connaissance les Pays-Bas et le Danemark, ont à leur actif des réalisations importantes (recensement de postes de travail surveillés dans l'industrie privée, création de centres pour les cas plus difficiles à intégrer). A Genève, on compte 7 classes-ateliers fréquentées par 109 adolescents préparés ainsi à la vie professionnelle. A signaler encore les ateliers du Centre de réadaptation sociale. Dans le canton de Vaud, en mai 1963, une pétition de 416 parents a été prise en considération par le Grand Conseil. Dans le rapport de la commission de gestion du Grand Conseil, le docteur Neukomm déclare : « Ce problème ne peut être résolu sans une large participation financière de l'Etat. » L'intervention devrait porter sur trois points :

1. mise à disposition de locaux dans les principales régions du canton ;

2. formation des moniteurs capables de diriger les ateliers ;

3. information des parents.

Cette action est urgente.

Il s'agit de l'avenir de plusieurs centaines d'enfants. Nous ne cesserons de le répéter : pour eux aussi existe, au même titre que pour l'élite douée, le droit à l'instruction.

Annexe

Une amélioration souhaitable de l'A.I.

On sait que l'intention du législateur de l'assurance invalidité est de préserver ou d'améliorer la capacité professionnelle. Lorsque cette capacité est insuffisante, une rente est versée. Pour les enfants qui, à la fin de la scolarité, ne peuvent que difficilement suivre des cours de formation professionnelle, l'A.I. n'intervient pas. En revanche, à 20 ans, adultes, ils toucheront une rente.

Ainsi, entre 15 et 20 ans, il y a une interruption de soutien. Et pourtant, même s'ils ne peuvent pas être préparés à la vie économique, ces enfants exigent des soins et une aide coûteuse.

Ici encore l'assouplissement de la notion étroitement économique de l'A.I. serait souhaitable ; elle devrait pouvoir largement subventionner des foyers et des ateliers, même s'ils ne préparent pas à un travail socialement rentable.

Quartiers de noblesse

La « Gazette de Lausanne » a récemment présenté ses félicitations au « Canard enchaîné » en tant que « doyen des journaux européens ». Elle fut fondée en 1798.

La « Feuille d'Avis de Neuchâtel », chaque jour, porte en bandeau sous son titre, « le plus ancien journal de langue française », fondé en 1738.

A qui le fauteuil ?

Un magistrat, un homme

M. Wahlen prend sa retraite de magistrat. A beaucoup d'hommages, nous aimerions joindre le nôtre, modeste.

M. Wahlen était l'unique conseiller fédéral dont nous pouvions lire, sans ennui, un discours dominical.

La collégialité a, en effet, de petits côtés ; elle exige qu'un conseiller fédéral ne dise rien qui ne puisse être souscrit par ses collègues. Seuls conviennent des lieux, communs aux sept.

M. Wahlen faisait exception. Certes, il respectait la règle ; pas d'audace qui compromît ses pairs. Mais, dans ce qu'il disait, on trouvait souvent un accent propre : on reconnaissait non seulement les qualités du magistrat intègre, mais une sensibilité qui avait su dépouiller l'uniforme des banalités empesées.

Et quel regret de constater que, dans ce collège fédéral si dépourvu d'autorité aujourd'hui, c'est un des plus respectés qui se retire, seul.

La chronique des Raffineries

Il ne faudra plus écrire des articles, mais tenir une chronique sur cette affaire jusqu'à conclusion, bonne : reprise par une société nationale, ou mauvaise : vente à Esso.

Pour bien des gens, imaginer qu'on puisse ne pas passer sous le joug est désarmant de naïveté. Ils vous apprennent que la Standard Oil est une forte puissance économique. Les voilà bien informés ! Et pour montrer qu'ils sont connaisseurs, ils jouent les grands sceptiques : comment pouvez-vous croire... perdu d'avance votre combat... vous verrez : on vous l'aura bien dit. Le défaitisme, bien sûr, a toujours appelé la défaite.

Dans cette lutte évidemment inégale entre les intérêts suisses et les intérêts étrangers, une comparaison militaire, on s'en excuse, s'impose. Personne, ici, n'a la prétention d'être plus fort que la Standard ; pas plus que la Suisse, même dans la rêverie mégalomane d'un colonel, ne saurait prétendre être plus forte qu'une grande puissance mondiale. Mais une résistance acharnée peut faire comprendre à l'adversaire que le prix qu'il devra mettre pour triompher définitivement ne vaut pas l'enjeu. Collombey n'est pas vital pour Esso qui planifie son expansion à l'échelle mondiale. Ce n'est qu'une goutte de pétrole dans sa mer de bénéfices.

Certes, si la Standard veut engager les gros bataillons, elle triomphera. Mais ce petit marché régional vaut-il pour elle le coût d'une formidable contre-publicité ? Cette seule considération justifie une volonté de résister. Qu'attendent ceux qui croient malin de dire qu'on ne peut jamais tenir tête à plus fort que soi, qu'attendent-ils pour demander la suppression pure et simple du budget militaire ?

Les amis dans la place

Mais Esso a beaucoup d'amis dans la place. La musique de charme pour flûte avec accompagnement de bâton bémolise avec succès. Messieurs les Valaisans ! Avec Esso, « votre » entreprise sera prospère, se développera et paiera bien les ouvriers qui, ainsi, pourront acheter des abricots lors des années de gel et les tomates lors des années d'insolation.

Messieurs les Bâlois ! Si Esso achète Collombey, peut-être n'aura-t-elle plus besoin de la raffinerie du Mittelland. Alors, le 40 % des produits pétroliers descendra le boulevard du Rhin ; on pourrait même pour renforcer l'équipement du port rhénan, créer un petit oléoduc de distribution de Bâle à Zurich. Les « Basler Nachrichten », irritées par le non-conformisme de la « National Zeitung », ont consacré une pleine page de leur numéro du 13 novembre à la démonstration que tel était l'intérêt bâlois, donc national. M. Bandelier, directeur de la Société de Banque Suisse, d'attaches bâloises, n'a pu manquer de le lire.

Autres amitiés encore : M. Masmajan, dans la page économique de la « Tribune de Lausanne », met en cause M. Hummler (19 nov.) :

« Le Conseil fédéral ne nous dit pas non plus pourquoi M. Hummler, délégué à la défense économique, a tant tardé à régler la question du stockage obligatoire, malgré de nombreuses démarches, attendant au delà de l'ultime minute, alors que cette question commandait pourtant l'aménagement des installations. » D'où, à l'époque, un préjudice pour les Raffineries du Rhône.

Or, dans la presse alémanique, on avait beaucoup parlé de M. Hummler peu après sa retraite, alors que les hommages rendus à l'homme qui voulait « planifier dans la liberté » n'étaient pas encore retombés. Car M. Hummler, à peine avait-il quitté le service de la Confédération, à laquelle d'ailleurs il ne consacrait pas tout son temps, car il continuait à gérer des affaires privées, le lendemain donc de sa démission, M. Hummler était nommé membre du Conseil d'administration de la Société B.P., Switzerland B.P., on le sait, était associée à Esso pour l'exploitation de la raffinerie du Mittelland ; si tout

va bien, elle obtiendra aussi une participation à Collombey.

D'autres encore s'étonnent de la relative facilité avec laquelle toutes les compagnies étrangères ont pu ces dernières années, même après les arrêtés sur la surchauffe, émettre sur le marché suisse de l'argent des emprunts, inscrits par la Banque Nationale au calendrier des émissions.

Non, ce ne sont pas les amis qui manquent dans la place.

La Confédération

Il est illusoire d'attendre quoi que ce soit de la Confédération. D'abord, elle se gardera de toute intervention au nom de la liberté du commerce, même si l'intérêt des consommateurs suisses est en jeu. Mais surtout, elle n'ose pas intervenir de peur de heurter des intérêts régionaux puissants. La neutralité, en matière économique, lui paraît le seul moyen d'éviter des querelles intestines. C'est la paix par la passivité, et non par l'arbitrage. Or la passivité confédérale ne profite qu'aux plus forts.

Les cantons romands ne l'ont pas encore compris. Leurs démarches à Berne ne font que renouveler périodiquement la preuve de leur impuissance, que cela en devient pénible. Si vraiment, ils sont décidés à agir, ils doivent intervenir, eux, sur le plan économique ; et ils contrôlent assez de sociétés et de banques pour pouvoir le faire indirectement. Qu'ils prennent exemple sur les Bâlois devant lesquels ils reculent ; qu'ils s'informent : combien le canton de Bâle a-t-il investi dans les installations portuaires ? Si les Raffineries étaient une raffinerie nationale, avec participation indirecte des cantons romands, un tout autre langage pourrait être parlé que celui de suppliants au Bundeshaus. Se satisfaire d'interventions à Berne, c'est se contenter d'agir pour avoir bonne conscience. Si vraiment on veut se battre, il faut le faire sur le terrain économique, c'est-à-dire présenter à Italo-Suisse une contre-proposition de rachat. On connaît le prix : à la valeur nominale, les actions et les créances de cette société engagés dans les Raffineries représentent 120 millions. 120 millions, c'est beaucoup plus que ce qu'Italo-Suisse recevra d'Esso. Et c'est une somme à la mesure de l'économie romande.

Il n'y a plus qu'une seule manière efficace : c'est de relancer la mise !

Votez Edmond Gilliard !

Beaucoup de nos concitoyens les plus fameux — André Muret, Samuel Chevallaz et G.-André Chevallier — ont été les élèves d'Edmond Gilliard. C'est le destin de l'enseignant d'avoir une postérité spirituelle aux branches multiples. Qu'Edmond Gilliard incarne malgré lui cette union nationale, nous n'y trouvons rien à redire : le phénomène est des plus communs. Mais voilà qui sort de la banalité : on se moque bien ici d'Edmond Gilliard. Jugez d'après cet appel électoral :

PARTI RADICAL-DÉMOCRATIQUE LAUSANNOIS

Lausanne, le 1er novembre 1965.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous avez pu lire dans votre journal les hommages à M. Edmond Gilliard.

Que des personnalités aussi différentes, par leur engagement politique, qu'André Muret ou Samuel Chevallier nous parlent de leur ancien maître avec autant de respect et une telle intensité de souvenir, nous enchante.

Le rôle qu'est appelé à jouer un enseignant est ingrat ; les parents procèdent trop souvent par généralisations abusives et injustes. Mais l'exemple de M. Edmond Gilliard qui, par-delà les années, a marqué ses anciens élèves, nous montre le chemin à suivre.

C'est pourquoi le Parti radical a raison de mettre au nombre de ses préoccupations principales celle de la formation des maîtres et, plus généralement, celle de l'organisation scolaire. Or, toute réforme de l'école n'aura de chance de réussir que si notre population est consciente de l'importance de la fonction sociale assumée par ceux à qui elle confie ses enfants, les citoyens de demain.

Encore faut-il préparer cette population et lui donner foi en ceux qui la représentent dans les conseils de la cité.

Nous vous engageons donc à manifester votre intérêt pour notre vie civique en participant au scrutin des 13 et 14 novem-

bre prochains au cours duquel sera élu, pour quatre ans, le Conseil communal de Lausanne. Veuillez agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Parti radical-démocratique lausannois :

Le président : A. Jotterand.

La vice-présidente : A. Chapallaz Le secrétaire : A. Benoit

Voici comment Edmond Gilliard raconte ses premières expériences d'enseignant aux prises avec le régime qui a mis au rang de ses préoccupations principales celle de la formation des maîtres (« Tout-y-va », Trois Collines, p. 78) :

« C'est à la fin de ce temps qu'eut lieu « l'affaire du Gymnase ». Je fus alors appelé à remplacer un M. Abel Biaudet (mon ancien redoutable et vénéré maître), le professeur de français, qui prenait congé. Ce fut au pied levé, sans loisir de préparer un cours. L'improvisation me réussit assez bien. Je crus quand, à l'issue de son congé, M. Biaudet donna sa démission, avoir acquis des droits à lui succéder définitivement. Mais je n'avais pas personnellement acquis la faveur des autorités. Mon rôle dans la fondation et la direction des « Cahiers vaudois » m'avait rendu suspect d'indiscipline civique, et d'insécurité bourgeoise. Il y avait un pasteur sans paroisse, mais non sans intrigue et faveur politique, qui avait écrit quelques romans dans le plus mauvais style du cru et la plus flatteuse vulgarité morale populaire — de facile repue pour les attablements de cuisine et de pintes vaudoises. Ces titres parurent suffisants pour qu'on lui confiât l'enseignement de la littérature française aux futurs bacheliers. Il n'y eut pas de concours ouvert. Je me heurtai à la décision prise d'avance par les bureaux. On se contenta, à titre d'indemnité pour les achats de livres que j'aurais pu faire, de m'envoyer, du Département de l'instruction publique, un bon de trois cents francs — que je retournai sur-le-champ. Mon dépit fut vif, et, comme toujours, la décision immédiate. Je donnai ma démission de maître de classe au Collège cantonal. »

Tels furent les débuts, avant que commençât pour Edmond Gilliard ce temps précieux de sa vie, « ces quinze années de parole passionnée ».

Votez Edmond Gilliard !

Un exemple

Trois journaux vont fusionner. Ce ne sont pas « La lutte syndicale », les « Services publics » et l'« Ouvrier ». Ce sont : « Le lien », « Le semeur vaudois » et la « Vie protestante ». Cette concentration, ce n'est pas celle de la presse syndicale, mais celle de la presse protestante. Désormais, la « Vie protestante » qui est déjà l'organe des Eglises genevoises, neuchâteloises et suisse alémanique de langue française sera chaque semaine le journal où pourront s'exprimer les membres de l'Eglise vaudoise. Précisons que les responsables des deux journaux vaudois qui vont disparaître, acceptèrent les uns à l'unanimité, les autres à une majorité supérieure aux deux tiers, cette fusion.

Ce n'est pas tout : le protestantisme romand, dans le même souffle, a repris, à l'échelle intercantonale, l'édition d'une revue, les « Cahiers protestants ». Citons enfin les travaux pour la création d'un émetteur d'ondes courtes.

Ce qui est possible aux uns est-il impossible aux autres ? Les syndicalistes romands seraient-ils moins réalistes et pragmatistes que les théologiens ?

Post référendum

Alors que nous avons déjà terminé nos additions et bouclé nos moyennes, nous avons reçu encore 20 réponses à notre référendum, dont le succès est ainsi confirmé.

Merci à nos correspondants de la dernière heure. Qu'ils ne pensent pas nous avoir écrit en vain ! Nous avons dépouillé aussi leurs réponses et nous les avons confrontées avec le classement publié. Elles ne le modifient nullement. C'est pour nous a posteriori la preuve qu'il reposait sur des bases solides et que l'ordre des réponses n'était pas dû à la rencontre de quelques hasards.